L'Abeille de la Nouvelle-Orléans.
Bureaux, No 73 rue de Chartres.
NOUVELLE-ORLEANS.
VENDREDI 24 MAI 1878.

CHRONIQUE DE LA VILLE.

Nouvelle-Orléans, 24 mai.—Temps : pas de changement dans la pression atmosphérique, vent variant du sud-ouest au sud-est, temps clair ou partiellement couvert.

Température, 28 mai 1878.

Termomètre de C. DURAND, Opticien.

	Fahrenheit.	Centigrade.
6 A. M.	74	23
Midi	82	28
3 P. M.	87	30
6 P. M.	84	29

Départs.—Voyageurs partis par la ligne favorite de Mobile : Mlle Louise Phillips, pour San Francisco ; R W Rogers et famille, New York ; J A Clark, Jacksonville ; Meridith Sullivan, Savannah ; James Logendre, Europe via New-York ; J R MacMurdo, Richmond ; Mme E Walters, New York ; Geo Ray, St-Louis ; Mlle A M Campbell, Charleston ; Juge E Bermudes et famille, Europe via New-York ; J A Marshall, Jacksonville ; L T Turner, Savannah ; A Marks, Europe via New York.

Liste des passagers partis par la grande route populaire de Jackson : J N Cummings, Cairo; Mme E J Hamilton, Sources; A LeDuc et femme, Chicago; M E Carey et famille, do; G A Chase, Boston; J Hull et famille, du Mexique pour l'Europe, St. Louis; W T Brown, do, Boston; H Camacho, do; A Urgarte, do, New York; B A Dorcas, do, do; Nicolas del Campo, do, do; John Hull et famille, St Louis; Henry Fox, Louisville; A P Ruiz, (du Mexique), New York, Jas Dunn, Louisville; John E Stone, St Louis; W L Walker, New York; J T Morrison, Boston; G T Brownlaes, Chicago; J Nuyer, San Francisco; S Hilleart, Europe via Few York; C L Chapotel, do; Mrs Z Besanti, do; J Brusechald, do; E S Burbe, Europe via New York; Jas Anderson et un enfant, Shreveport; J Boe et femme, New York; C J Back; St Louis; Mme Manatield, San Francisco; W O Harrison et femme, Cincinnati; Wm Crouzat, Sources Chandas; Rév Dr Palmer et famille, Clarksville; A Koening, New York; T Los Sellon, St Louis; Cap J Tosier et famille, du Revenue cutter Dix, New York; N M Cosley, St Louis; A Slidell New York, R S Rickby, St Louis; M Collado, du Mexique, New York.

Appel.—Nous avons annoncé hier que le juge Rogers avait refusé une nouvelle audition de cause dans l'affaire de la ville contre la Banque du Sud, sans donner de raisons ; nous annonçons aujourd'hui que la Banque a interjeté immédiatement appel à la Cour Suprême après avoir fourni la caution demandée qui ne s'élève pas à moins de $130,000. Cette caution a été signée par trois directeurs de la Banque, MM. Braslia Johnson, W. C. C. Claiborne et John T. Moore, conjointement. Il faut que ces messieurs aient une grande confiance dans la bonté de leur cause pour avoir assumé à eux trois le fardeau d'un cautionnement si considérable ; nous croyons en effet qu'ils n'ont rien à craindre.

L'affaire est des plus simples. Il s'agit de savoir si un mandataire est responsable des opérations ordonnées par son mandant, et si pour les dépôts qu'il reçoit à la condition de les rendre ou de les délivrer suivant l'ordre qui lui sera donné, un agent fiscal peut opposer un refus et entraver ainsi les réglements financiers de la ville. Les paiements faits par la Banque du Sud par ordre des autorités municipales avaient été approuvés par les plus éminents jurisconsultes de l'époque, MM. Roselius et Philip, et par quatre administrations successives, celle du maire Conway, celle du maire Flanders qui dura trois ans, celle du maire Wiltz et celle du maire Leeds dont faisait partie M. Pilsbury, le maire actuel.

En outre l'opération commandée par les deux conseils d'alors, le conseil des aldermen et le conseil des assistants aldermen, et exécutée par l'agent fiscal, fut une des meilleures que la ville ait jamais faites dans ces dix dernières années et seule la meilleure, car les bons de ville n'ont cessé de baisser depuis. Et c'est cette opération ordonnée bonnement et faite honnêtement, de bonne foi et avec une loyauté parfaite, qu'on exhume aujourd'hui au détriment d'un agent fiscal non responsable en pareil cas, et dont on veut absolument faire une victime ! Nous ne doutons pas que la Cour Suprême ne redresse cette prétention étrange et ne rende au droit ce qui lui appartient.

Accident—Hier matin, l'officier H. Dants, du Troisième Precinct, a fait partir accidentellement un coup de son pistolet en essayant d'enlever les cartouches de l'arme et une balle l'a atteint à l'index et au pouce de la main gauche, rue Erato, 388, où l'officier demeure. Il a reçu l'assistance du Dr Beard, médecin de ville.

Un duel empêché ou retardé.—Mercredi soir, à 3 heures, l'attention des officiers Rogers et Leahy du precinct de la banlieue, a été attirée par un carbriolet qui se dirigeait rapidement du pont de la rue Esplanade au coteau de la Metairie. Les officiers ont suivi le véhicule et en ont vu descendre deux hommes à un demi mille du Bayou. Plusieurs autres les attendaient en cet endroit. Après une courte conversation, la scène sera bientôt disparée paisiblement. Une courte épée a été vue dans le carbriolet par l'officier Leahy qui est sous l'impression qu'un duel devait avoir lieu, mais qu'il a été empêché par la présence de la police.

A l'hôpital à 82 ans—Un marin, nommé Thomas Mass, âgé de 82 ans, et natif de la Tasmanie, dans l'Australie, s'est rendu mercredi à la station du Sixième Precinct, et après avoir dit qu'il était malade et sans ressource, a demandé à être envoyé à l'hôpital. Il a raconté à l'officier commandant qu'il était employé comme marin à bord du steamer anglais Harlan, mouillé près la rue Jackson, que l'officier avait refusé de lui donner une assistance médicale et qu'il avait voulu le forcer à travailler, et, que ne le pouvant pas, il désirait être envoyé à l'hôpital. Le wagon de charité a été appelé et le vieillard malade a été transporté à l'hôpital.

Brûlé à mort.—Mme Mary Gilroy, demeurant au coin des rues Aliz et Powder, à Algers, qui avait été grièvement atteinte le 20 mars dernier, par l'explosion d'une lampe à huile de charbon, est morte mercredi sur les 8 heures.

Un loup qui chavire.—Le loup-garou Américain, qui était remonté dans le nouveau Bassin par un attelage de mulets à chaviré près du Black Bridge, et le mat frappant un poteau de lanterne l'a détruit.

Politiciens en conseil.—Le comité démocratie de paroisse a pris des mesures pour l'entière révision des listes électorales et l'enregistrement des votants du parti conservateur démocrate de la paroisse, avant de procéder à une élection dans chaque ward d'un club central, avec les officiers usuels.

Les marchands de liqueurs.—Les membres de cette association se sont réunis en grand nombre dans la salle du Colysée, sous la présidence de Mr Hollander, assisté de Mr Stella secrétaire. La question était de savoir s'il fallait resister à la licence d'Etat et à la taxe du Moffet Register à la fois, ou payer la première et repousser l'autre comme inconstitutionnelle. Le Capt. des Walker a expliqué clairement la situation. Il a conseillé de payer la licence et de résister au Register. Cette affaire, en connexion avec cette dernière, sera appelée aujourd'hui et la décision de la Cour Suprême réglera l'affaire.

Les marchands de liqueurs veulent aussi faire du Register une machine électorale. Ils ne veulent pas pour ceux qui ont voté pour le Moffett.

Les bateaux de vidanges.—Le Dr Choppin, président du Bureau de Santé, a informé le maire que les bateaux de vidanges au lieu d'aller au milieu du courant déchargeaient leur contenu, comme cela est requis par la loi, persistent à le vider près de terre. Le maire a promis au Dr Choppin de faire exécuter avec rigueur la loi No 14 de 1877.

—On lit dans le *Courrier de San Francisco* du 7 mai :

Le steamer de guerre de la marine italienne, le Christofore Colombo, capitaine Napoleone Canevaro, est entré dimanche dans notre port, venant sous vapeur de Honolulu en dix jours. Ce navire, qui est armé de 5 canons, porte à son bord 15 officiers et 185 hommes d'équipage, possède une machine de 4,000 chevaux-vapeur et jauge 2,500 tonnes.

Le Colombo a quitté Venise en janvier 1877, pour entreprendre un voyage autour du monde. Après avoir traversé l'isthme de Suez et visité alternativement l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les îles Philippine, la Chine, le Japon, la Sibérie, les îles de la Société, Honolulu et enfin San Francisco, ce steamer, après un séjour d'un mois environ dans ce port, continuera son voyage en passant par le cap Horn et visitant tous les ports intermédiaires jusqu'à son retour à Venise.

OFFICIEL

Lois de l'Etat de la Louisiane.

PUBLIÉES PAR AUTORITÉ.

Session extraordinaire de 1878.

N° 4.] LOI

Pour amender et décréter de nouveau la section douze de la loi numéro cinquante-huit, approuvée le 11 avril 1877, intitulée : loi pour rappeler une loi intitulée : loi pour régler la conduite et maintenir la liberté et la pureté des élections, etc.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblée générale, décrètent : Que la section douze de la loi numéro cinquante-huit, approuvée le 11 avril 1877, soit amendée et décrétée à nouveau dans les termes suivants : Sect. 12. Que le ou avant le premier lundi de mai 1878, le gouverneur-mandé de ville de la Nouvelle-Orléans diviseras, par ordonnance, la dite ville en precincts d'élection, dans les divers wards et, dans ce but, par ordonnance, arrangeras les limites des wards ainsi que cela sera jugé convenable pour établir les precincts d'élection qui, lorsqu'ils seront établis, seront les limites des wards, chacun des dits precincts devant être composé d'iliets contigus, et chaque precinct devant être arrangé de manière à contenir cinq cents votants enregistrés, autant que cela sera pratiquable, d'après l'enregistrement immédiatement précédent ; il établira un collége électoral seulement dans chaque precinct et fera publier une description exacte des limites de ward et des precincts d'élection dont il est question ci-dessus, dans les dix jours avant toute élection ; il donnera, par publication dans trois journaux quotidiens, l'indication de l'endroit où seront placés les collèges électoraux dans chaque precinct, lesquels collèges seront, autant que possible, dans le centre du precinct ; les limites et les precincts étant fixés comme il est dit ci-dessus, et ne pouvant être changés dans les six mois avant aucune élection générale.

Sect. 2.—Décrètent que toutes lois ou parties de lois en conflit avec cette loi soient et sont par le présente rappelées et que cette loi aura son effet aussitôt qu'elle aura été adoptée.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et Président du Sénat.

Approuvé le 25 mars 1878.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme ;
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

N° 5.] LOI

Pour rappeler la loi numéro cent quarante de la session extraordinaire de 1877 ; pour créer un bureau d'Ingénieurs d'Etat ; pour définir leurs pouvoirs et devoirs ; lever une taxe de un mill pour des objets de levée et d'améliorations publiques ; diviser l'Etat en districts de levée ; pourvoir à la nomination de Bureaux de commissaires de levée et prescrire leurs devoirs et pouvoirs ; autoriser l'établissement d'une taxe de district de levée, ne devant pas excéder un mill sur produits ; investir les jurés de police du contrôle des levées et des travaux publics accomplis dans tout l'Etat ; imposer certains devoirs au gouvernement de l'Etat et pourvoir à la clôture de la crevasse du Bonnet-Carré.

Section 1.—Le Sénat et la Chambre des Représentants de l'Etat de la Louisiane, réunis en assemblé générale, décrètent, qu'une loi intitulée : loi pour créer un bureau d'Ingénieurs d'Etat, approuvée le neuf mai, mil huit cent soixante-et-dix-sept, (1877) soit et est par la présente, rappelée.

Sect. 2.—Décrètent en outre que le Gouverneur de l'Etat de la Louisiane sera autorisé à nommer trois ingénieurs, dont l'un sera connu comme ingénieur en chef, et sont appelés ingénieurs, dont le terme d'office sera de quatre ans à partir du jour de leur nomination. L'ingénieur en chef recevra un salaire de trois cents piastres par mois, et les deux assistants de deux cent cinquante piastres chacun et sera du devoir des dits ingénieurs de faire une reconnaissance exacte des cours d'eau, et des travaux publics et levées de l'Etat ; la dite reconnaissance devant être complétée aussitôt après que les hautes eaux se seront retirées de manière que le travail soit possible, afin que les contrats pour travaux puissent être adjugés et l'exécution commencée aussitôt que faire se pourra. Ils feront au gouverneur de l'Etat un rapport sur les améliorations nécessaires et sur les levées qui seront d'une importance majeure à construire pour l'Etat en général et qui sont au-dessus des autorités paroissiales. Ils fourniront aussi dans le dit rapport les estimations et les spécifications des travaux qui devront être exécutés.

Sec. 3.—Décrètent que le gouverneur de l'Etat sur le reçu du rapport des ingénieurs d'Etat avec les estimations et spécifications, ainsi que cela est fixé par la précédente section, annoncera qu'il recevra des propositions pour telles améliorations et constructions de levées recommandées par le dit rapport et en adjugera les contrats aux plus bas soumissionnaires responsables, qui donneront pour garantir l'exécution de leurs contrats des cautions requises par le gouverneur, pourvu que le montant total du travail de levée donné par contrat en vertu des clauses de cette loi ne dépasse pas le montant de la taxe ci-après établie. Et dans le cas où ce montant ne serait pas suffisant pour payer le travail recommandé par les dits ingénieurs, le gouverneur contractera pour tel travail, recommandé par eux, qu'il considérera comme étant de la plus grande importance pour la plus grande étendue de territoire possible. Les dits ingénieurs adresseront aux jurés de police de chaque paroisse où des reconnaissances de levées sont faites, un rapport sur l'étendue des réparations nécessaires que devront opérer les dits jurés de police, avec les estimations et spécifications, et feront, en addition à leurs devoirs comme ingénieurs d'Etat, telles reconnaissances et exécuteront tels services qui pourront être requis par les autorité paroissiales dans les réparations et constructions de levées et autres travaux publics.

Sec. 4.—Décrètent que les travaux exécutés par contrat, comme il est dit ci-dessus, quand ils seront achevés, seront examinés et mesurés par l'ingénieur d'Etat chargé de ces travaux, qui, s'ils ont été exécutés conformément au contrat, délivrera aux entrepreneurs son certificat montrant le travail fait suivant le contrat, et sur la présentation de ce certificat, approuvé par le gouverneur, l'auditeur donnera pour les comptes publics, donnera pour le paiement son mandat sur le fonds général des ingénieurs, ou sur le fonds de levée du district où le travail pour lequel le mandat est donné peut avoir été fait, et le trésorier d'Etat est requis, par la présente, de recevoir ces mandats des collecteurs de taxes d'Etat en réglement de leurs comptes.

Sec. 5.—Décrètent, en outre, que le bureau des ingénieur d'Etat, créé sous les clauses de cette loi, se chargeront des régistres et archives du département actuel de l'ingénieur d'Etat et les conserveront. Leurs salaires seront payés mensuellement sur tous fonds désignés ci-après, sur leurs propres mandats, approuvés par le gouverneur, et leurs comptes de frais de voyage seront payés de la même manière, sujet également à l'approbation du gouverneur.

Sec 6.—Décrètent, en outre, qu'afin de pourvoir aux fonds pour les travaux à faire, ordre sera donné à l'auditeur de lever annuellement, après 1878, une taxe d'Etat sur toutes les propriétés taxables de l'Etat, pour des objets de levée, laquelle taxe constituera la somme connue comme le fonds général de l'ingénieur, et sera collectée de la manière prescrite pour la collection des autres taxes de l'Etat.

Sec. 7.—Décrètent, en outre, que l'Etat sera divisé, pour objets de levée, en cinq districts de levée, composés des terres alluviales, dans les limites suivantes, savoir : Le district No un, se composera de toutes les paroisses et parties de paroisses situées à l'est du Mississippi et au sud et à l'ouest des collines de la ville de Bâton-Rouge à la mer, sans y comprendre la paraisse d'Orléans, savoir : partie d'Est-Bâton-Rouge, partie d'Ascension, partie de St-Jacques, partie de St-Jacques, partie de St-Jean-Baptiste, partie de St-Charles, partie de Jefferson, partie d'Orléans, partie de Plaquemines, partie d'Assomption et partie de Lafourche. Le district No trois, se composera de toutes les paroisses ou parties de paroisses au sud de la Rivière Rouge, et entre le Mississippi et Lafourche, à l'est, et le bayou de terrebonne divisant les rangées situées à cinq à l'est, au Bayou des Glaises, le long du Bayou des Glaises au Bayou Rouge, le long du Bayou Rouge à la rivière Atchafalaya, de l'Atchafalaya à la limite nord de St-Martin, le long de cette ligne au Teche, et de là au Teche à l'ouest savoir : parties des Avoyelles, Pointe-Coupée, Est-Bâton-Rouge, Iberville, partie d'Ascension, partie de St-Landry, partie de St-Martin, partie d'Iberia, partie de Lafourche et Terrebonne. Le district No quatre se composera de toutes les paroisses entre le Mississippi, à l'est, et le bayou Macon et Tensas, et la paroisse de Carroll, Madison, Tensas et Concordia. Le district No cinq se composera de toutes les paroisses et portion de paroisses entre le bayou Macon et Tensas, à l'est, et la rivière Ouachita, le bayou Bartholomew, le lac Catahoula, le bayou Rapides à l'ouest savoir : Ouest-Carroll, Morehouse, partie d'Ouachita, partie de Caldwell, partie de Catahoula, Richland et Franklin.

Sec. 8.—Décrètent en outre, que le Gouverneur nommera un Bureau de commissaires de levée, composé d'un membre de chaque paroisse comprise entièrement ou partiellement dans le district. Les commissaires ainsi nommés, prêteront en place pendant deux ans et serviront sans rétribution autre que leurs frais actuels, pendant qu'ils rempliront leurs devoirs publics requis d'eux en vertu de la loi. Cette rétribution sera payée sur leurs propres mandats, accompagnés d'un compte certifié sur les fonds du district de levée auquel ils appartiennent. Ces bureaux se réuniront annuellement à un endroit de leurs districts respectifs indiqué par le Gouverneur, le ou avant le premier jour d'août, et tiendront ses séances que le Gouverneur convoquera des réunions extraordinaires. Une majorité des membres composeront chacun de ces bureaux formera un quorum et ce quorum est autorisé, en dehors de leur pouvoir d'organisation et d'accomplissement des autres devoirs prescrits, à imposer et collecter une amende qui ne sera pas au-dessous de deux cent cinquante piastres sur tous les membres absents qui auront signifié leur acceptation de la nomination. Le président du jury de police dans tous les cas dans lesquels le commissaire du district de levée est absent, nommera un citoyen de la paroisse pour remplir temporairement la vacance. A chacune de ces réunions le Bureau des ingénieurs d'Etat présentera un devis des travaux de levée requis dans ce district, exposant en même temps le montant du fonds général de levée qui sera disponible. Le bureau des commissaires de district procédera alors à fixer, par vote de majorité, le montant du fonds de district qu'il devra, et dans ce but il est autorisé par la présente et a le pouvoir de lever une taxe d'excédant pas un demi de un pour cent qui relèvera sur le coton, le sucre, la graine, le riz et le tabac et sur tout autre produit saisi dans un but d'exportation et de vente et un mill ad valorem sur toutes les propriétés foncières taxables dans ces divers districts. Il prescrira en même temps la manière suivant laquelle cette taxe sur les produits sera collectée, et fournira aux divers collecteurs de taxe dans leur district les instructions écrites indiquant le mode et la manière suivant lesquels la taxe sera collectée et ces instructions auront force de loi. Aucune taxe ne sera levée sur aucun produit cultivé et gardé pour la consommation locale ; pourvu que pour les paroisses de Caddo, Bossier, Rivière Rouge, De Soto, Grant et Rapides, aucun bureau de commissaires de levée ne soit nommé ; mais chacune des dites paroisses formera un district séparé et dans chacun de ces sous-districts le juri de police s'acquittera séparément, pour ses propres paroisses, des devoirs assignés aux bureaux des commissaires de levée dans les autres districts, et il sera autorisé par la présente à agir séparément ou conjointement, comme il l'entendra ou pourra le décider ; pourvu que en outre dans le quatrième district la taxe sur les produits puisse être portée à un pour cent et relevera.

Sec. 9.—Décrètent en outre que la taxe sur les produits et les propriétés, ainsi levés et collectés, sera versée au trésor de l'Etat et sera connue comme le "Fonds de District de Levée." Le montant levé dans chaque district sera tenu séparé et distinct, seulement ces travaux dans le district où elle sera collectée ; pourvu que tout reste non dépensé pour l'année où la taxe a été levée passe au crédit du district pour les années futures.

Sec. 10.—Décrètent en outre que les jurés de police des diverses paroisses de l'Etat sont investis par la présente de la gestion et du contrôle de toutes les levées publiques de l'Etat et de tous les travaux publics exécutés qui pourront requérir des soins de police pour protection et conservation, et ils sont par la présente autorisés à et même requis de faire tels réglements qui seront nécessaires et convenables pour les régir, conserver, protéger et protection ; et dans ce but ils sont investis du pouvoir et de l'autorité de nommer des watchmen et gardes pour les levées et autres travaux publics, pendant les périodes de danger imminent ; de distribuer les travaux pour la réparation des levées et autres améliorations publiques entre les citoyens de la paroisse sujets aux corvées de route, suivant les lois de l'Etat et de la paroisse sur les routes, et de la même manière sous tous les rapports que si les levées et autres travaux publics étaient une partie des chemins publics de la paroisse ; ils seront aussi le pouvoir, dans les cas de crevasse ou de danger imminent de crevasse, d'appeler tous les bras de la paroisse entière, ou le nombre de ces nécessaire et de les employer sur le point du danger et de les y tenir employés aussi longtemps qu'il le faudra pour écarter le danger ou jusqu'à ce qu'il soit évident que le danger est écarté ; pourvu que pour ce service d'urgence ainsi rendu, toutes les personnes appelées et employées soient payées sur un taux qui sera fixé par le juri de police, mais pas au dessous d'une piastre et pas au-dessus de deux piastres par jour, pendant le temps qu'elles seront employées ; et toute personne qui refusera de servir dans ce temps d'urgence, quand elle aura été dûment prévenue, sera, sur la preuve d'un tel refus, condamnée à une amende de deux piastres et demie par jour.

Sec. 11.—Décrètent en outre que les deux fonds, le fonds général de levée et le fonds de district de levée seront dépensés par le gouverneur sous les clauses de cette loi ; pourvu que dans le cas où un district ne pourra de se conformer aux estimations et devis du Bureau d'Ingénieurs, ledit district n'ait aucun droit à aucune portion du fonds général de levée.

Sec. 12.—Décrètent en outre que lorsque les trois quarts (3/4) du montant requis pour fermer la crevasse de Bonnet Carré, suivant l'estimation du Bureau des Ingénieurs d'Etat, auront été souscrits ou alloués par les corporations ou des personnes intéressées à cette clôture, autres que la ville de la Nouvelle-Orléans, et y compris les propriétaires de terres inondées par cette crevasse, les propriétaires des comtés riverains dans le Mississippi, et la compagnie du chemin de fer de la Nouvelle-Orléans, St-Louis et Chicago, le conseil communal de la ville de la Nouvelle-Orléans sera et est par la présente autorisé à allouer le quart restant et tout le fonds sera déposé au trésor de l'Etat, pour être déposé par le Bureau des ingénieurs d'Etat à fermer la crevasse.

Sec. 13—Décrètent en outre que cette loi aura son effet et sera mise en vigueur aussitôt qu'elle aura été adoptée.

(Signé) LOUIS BUSH,
Orateur de la Chambre des Représentants.
(Signé) LOUIS A. WILTZ,
Lieutenant-Gouverneur et président du Sénat.

Approuvé le 26 mars 1878.
(Signé) FRANCIS T. NICHOLLS,
Gouverneur de l'Etat de la Louisiane.
Pour copie conforme,
WILL. A. STRONG,
Secrétaire d'Etat.

GRANDE ROUTE DE JACKSON.

La grande route de Jackson offre cette saison de grands avantages aux voyageurs allant en Europe ou dans l'Est. Il n'est pas nécessaire de rappeler aux lecteurs que cette route a été complétement reconstruite depuis quelques années ; qu'elle a été, à vrai dire, presqu'entièrement reconstruite. Elle a maintenant des rails en acier reposant sur de nouveaux ties (bois de traverse) dans un excellent lit. Ces avantages permettent aux trains d'y circuler avec autant de vitesse que sur aucune autre ligne entre la Nlle Orléans et New York, avec une entière sécurité et pas que la rapidité de la course soit apparente.

Les connections de Cincinnati et de Chicago se faisant avec les plus belles lignes du monde.

Le train partant à 6 heures du soir, une heure plus tard que le train de toute autre ligne, arrive à New York en même temps que le train de la ligne rivale la plus rapide.

Il n'y a pas de train sur aucune ligne qui vous mène sans changement de car à New-York. Sur la route de Jackson il n'y a qu'un changement de Pullman, changement qui a lieu, au Union Depot de Cincinnati, Chicago ou St. Louis.

Les voyageurs allant directement à New-York par la ligne de Jackson, jouissent d'un admirable scup-d'œil et de l'air frais des montagnes Alleghany. Ceux allant par Chicago passent en plein jour en vue des chûtes du Niagara et ne font également aucunjuste qu'à un seul changement de Pullman entre la Nouvelle-Orléans et New-York.

—*Le Journal de Rouen* vient de faire une perte douloureuse : M. Degorge-Demunoge, son ex-maire à Compiègne, et il paraît décidé à quitter définitivement, dans l'espoir de séjourner plus souvent dans Rouen.

Depuis quelques mois, la santé de M. Degorge-Demunoge s'était gravement altérée. L'écrivain était obligé de dicter les leçons qu'il adressait au *Journal de Rouen*.

M. Degorge-Demunoge s'était que soixante-huit ans. Il était né à Douai. Son père, magistrat de la Cour de Paris, jouissait dans tout le Pas-de-Calais d'une considération et d'une popularité méritées qui lui valurent, sous le règne de Louis-Philippe, l'honneur de représenter à la Chambre des députés les électeurs libéraux de ce département.

DEPÊCHES Télégraphiques

TRANSMISES À L'ABEILLE.

AFFAIRES D'ORIENT.

Mouvement en avant des Russes.

La ligne de démarcation sera établie par une commission mixte.

Constantinople, 23—Les troupes russes ont continué leur marche en avant dans la direction de la forêt de Belgrade. Le général Skobeleff, renforcé par de l'artillerie, a stationné les troupes dans le voisinage d'un coure d'eau.

Osman, Baker, Fuad et Moukhtar Pacha ont tenu conseil ensemble les lignes turques et ont ordonné un détachement placé en avant de ne pas se retirer.

Une commission mixte sera chargée d'établir la ligne exacte de démarcation pour les deux armées.

Grand incendie à Constantinople.

Constantinople, 23.—Un incendie a éclaté, hier soir, dans le voisinage de la Sublime Porte, détruisant une grande portion des édifices, entr'autres les bâtisses occupées par le ministère de la justice, par le conseil d'Etat et par le ministère des affaires étrangères, ainsi que les bureaux du grand visir.

Les archives ont été sauvées. On croit que le feu a pris accidentellement.

Nouvelles générales décidément à la paix.

Entrevue du comte Schouvaloff et de lord Salisbury.

Londres, 23.—Le comte Schouvaloff a eu une entrevue, aujourd'hui avec le marquis de Salisbury, ministre des affaires étrangères.

Une dépêche de St. Pétersbourg au Standard dit que le prince Gortschakoff est mieux et espère pouvoir être présent au Congrès, dont la réunion semble être certaine.

Le correspondant de News à St Pétersbourg dit que l'opinion générale est que le comte Andrassy a été chargé de transmettre à Londres des propositions amicales qui forment la base d'une opinion définitive de la question d'Orient.

Le secret maintenu par lui sera gardé jusqu'à ce que son gouvernement aura reçu la réponse de Londres.

Comme cette réponse ne sera pas télégraphiée, mais expédiée par un courrier, on ne saura rien de positif avant une semaine.

L'agence russe déclare aussi qu'il serait difficile de savoir quelque chose de la mission du comte Schouvaloff avant une semaine.

On affirme avec autorité que le comte Schouvaloff apporte des propositions acceptables par l'Angleterre et ses alliés, suggérant que toutes les questions concernant la Turquie d'Europe soient soumises à l'arbitrage du Congrès, et que les questions concernant la Turquie d'Asie soient réglées par la Russie et l'Angleterre seules.

L'autonomie de la Bulgarie.

Londres, 23—Une dépêche de Vienne au Times rapporte que le général Kornkoff, gouverneur-général de la Bulgarie, a lancé une proclamation annonçant sa nomination par le czar et déclarant qu'il se dispose à compléter l'organisation autonomique du pays et à préparer l'élection d'un prince. Il dit que pour le moment il est indispensable d'employer des Russes ayant des connaissances administratives dans les Balkans, et déclare qu'il se hâtera de se retirer devant un ennemi très affaibli par la maladie et les fatigues.

Constantinople est calme. L'excitation momentanée causée par la tentative ingendée d'Ali Riaga a disparu, et les craintes relatives à un coup d'état de la part des Russes n'existent plus depuis qu'on sait qu'il est question de former une commission mixte pour établir une ligne de démarcation entre les deux armées.

Le correspondant du Times à Pera dit que les Russes continuent à reorniter en Pirée. Les Grecs qui sont employés comme Bulgares sont exaspérés de ce que leur nationalité ne soit pas reconnue.

Le comité Démocratique National.

Le comité démocratique national s'est réuni aujourd'hui. Rien d'important n'a été décidé, les membres se bornant à échanger leurs vues. Le président du comité, l'honorable Fred. R. Prince, présidera une adresse au peuple des Etats-Unis.

Le comité national exécutif.

Le comité national exécutif du parti démocratique a eu une séance de deux heures pour discuter la situation politique. Il semble évident que toute tentative faite pour renverser le président Hayes serait désapprouvée.

Cependant, une résolution a été adoptée par le comité, déclarant que l'enquête sur les fraudes électorales de 1876 doit être faite, afin de faire connaître la vérité et d'empêcher ainsi une répétition de fraudes semblables.

La convention démocratique de la Pennsylvanie.

Vittsburg, 23—La convention démocratique de l'Etat s'est réunie de nouveau à neuf heures ; et, après le rapport du comité sur les siéges contestés, l'est organisée d'une manière permanente en élisant l'honorable Chas. R. Buckalew comme président.

Après quelques débats au sujet de l'ordre dans lequel les nominations seraient faites, le Président a décidé que l'on commencerait par le choix d'un candidat pour la fonction du gouverneur, mais qu'auparavant la parole serait accordée au président du comité sur les résolutions, Mr Wallace. Celui-ci a soumis aussitôt le programme des démocrates de la Pennsylvanie, dont voici un aperçu :

Les démocrates de la Pennsylvanie déclarent à l'unanimité que le parti républicain est responsable de la détresse générale dans le pays et de la misère publique. Il a eu le contrôle du gouvernement et s'est servi de son pouvoir pour enrichir quelques hommes en appauvrissant la masse.

Les Tories ne sont pas inactifs de leur côté. Ils ont fait venir des renforts de l'autre côté du Bosphore et ont maintenant cent trente bataillons pour garder les lignes du Nord.

Des canons de siége ont été transportés des batteries du Bosphore, tandis que les batteries sur le côté asiatique ont été encore augmentées, afin de former, avec l'aide de la flotte, une seconde ligne de défense, derrière laquelle les Turcs se retireraient au besoin, quoique leur forces soient de nouveau maintenir leurs positions en cas d'attaque semble gradir chaque jour.

Le Vaterland et le Reuirel, deux journaux de Constantinople, publient une lettre d'Osman Pacha, dans laquelle il nie avoir jamais dit que Constantinople ne saurait être défendu avec succès contre une force considérable des Russes, et déclare, au contraire, qu'il ne se soumettrait jamais à la honte de se retirer devant un ennemi très affaibli par la maladie et les fatigues.

Constantinople est calme. L'excitation momentanée causée par la tentative ingendée d'Ali Riaga a disparu, et les craintes relatives à un coup d'état de la part des Russes n'existent plus depuis qu'on sait qu'il est question de former une commission mixte pour établir une ligne de démarcation entre les deux armées.

Le correspondant du Times à Pera dit que les Russes continuent à reorniter en Pirée. Les Grecs qui sont employés comme Bulgares sont exaspérés de ce que leur nationalité ne soit pas reconnue.

FRANCE.

Deux invalidations.

Versailles, 23—La Chambre des Députés a invalidé l'élection de messieurs Ragnaut et de Saint-Paul.

BERLIN.

L'opposition des Libéraux.

Berlin, 23.—La détermination bien arrêtée des libéraux nationaux, des libéraux avancés et des ultramontains de s'opposer au bill anti-socialiste, décidé du sort définitif de cette mesure.

MEXIQUE.

Galveston, 23—Une dépêche spéciale de Rio Grande City au News annonce que le village de Reynosa a été capturé par des partisans de Lerdo qui ont imposé un impôt de huit mille piastres, et qui se sont emparés retirés vers le Sud.

Emeute à Barcelone.

Papignan, 23—On rapporte qu'il y a eu une grande agitation populaire à Barcelone, mercredi. La populace et les troupes ont échangé des coup de feu.

WASHINGTON

Nouvelles générales.

Washington, 23.—La nomination de John H. Smyth, comme ministre à Libéria, a été confirmée.

Le Sénat a approuvé la nomination de John B. Frothingham, comme assistant-estimateur du marchandises du district de New York. Il y a eu de longs débats à propos de cette nomination et deux ex-maires seulement ont voté dans l'affirmative.

Les mouvements du comité des allocations pour les trois branches du gouvernement, rétablissent certains salaires et refusent d'accepter la clause du bill qui abolit le quatrième et le cinquième conseiller de la Trésorerie.

Le comité de la Chambre sur la Poste a accepté le bill qui exige que les maîtres de postes, nommés par le Président et confirmés par le Sénat, fassent des rapports mensuels.

Le bill relatif au District de Colombie a occupé l'attention du Sénat pendant tout le reste de la séance.

Sénat.

M. Windom, du Minnesota, président du comité des allocations, a rapporté le bill pour les allocations concernant les dépenses législatif, judiciaire et exécutif, avec plusieurs amendements. M. Johnston, de la Virginie, a présenté un bill relatif à la Compagnie commerciale de West Point, Virginie. Référé au comité sur le commerce.

Chambre des Représentants.

Le comité sur les réglements a soumis une résolution, demandant que les amendements faits par le Sénat aux différentes bills d'allocation soient référés au comité général de la Chambre. Cette résolution a donné lieu à de longs débats, certains membres déclarant que le but réel de la résolution était de renverser le vote de la majorité et d'abroger particulièrement le bill relatif au bill pour l'amélioration des rivières et des ports. La résolution a été finalement déposée sur le bureau.

Le bill des allocations pour l'armée a été pris en considération et a occupé exclusivement l'attention de la Chambre.

L'amendement de Mr Throckmorton, du Texas, fixant le chiffre de l'armée à vingt-cinq mille hommes, au lieu de vingt mille, a été adopté par une majorité de dix votes.

La délégation entière du Texas, à l'exception de M. Reagan, a voté avec les républicains unis.

L'amendement ayant été adopté en comité général, il faudra maintenant qu'il passe à la Chambre.

Le comité Démocratique National.

Le comité démocratique national s'est réuni aujourd'hui. Rien d'important n'a été décidé, les membres se bornant à échanger leurs vues. Le président du comité, l'honorable Fred. R. Prince, présidera une adresse au peuple des Etats-Unis.

Le comité national exécutif.

Le comité national exécutif du parti démocratique a eu une séance de deux heures pour discuter la situation politique. Il semble évident que toute tentative faite pour renverser le président Hayes serait désapprouvée.

Cependant, une résolution a été adoptée par le comité, déclarant que l'enquête sur les fraudes électorales de 1876 doit être faite, afin de faire connaître la vérité et d'empêcher ainsi une répétition de fraudes semblables.

La convention démocratique de la Pennsylvanie.

Vittsburg, 23—La convention démocratique de l'Etat s'est réunie de nouveau à neuf heures; et, après le rapport du comité sur les siéges contestés, l'est organisée d'une manière permanente en élisant l'honorable Chas. R. Buckalew comme président.

Après quelques débats au sujet de l'ordre dans lequel les nominations seraient faites, le Président a décidé que l'on commencerait par le choix d'un candidat pour la fonction du gouverneur, mais qu'auparavant la parole serait accordée au président du comité sur les résolutions, Mr Wallace. Celui-ci a soumis aussitôt le programme des démocrates de la Pennsylvanie, dont voici un aperçu :

Les démocrates de la Pennsylvanie déclarent à l'unanimité que le parti républicain est responsable de la détresse générale dans le pays et de la misère publique. Il a eu le contrôle du gouvernement et s'est servi de son pouvoir pour enrichir quelques hommes en appauvrissant la masse.

Son système financier a été favorable aux grands monopoles et la taxation a été inégale, certaines classes étant exemptées au détriment du plus grand nombre des contribuables. Si le parti républicain est resté au pouvoir, c'est grâce aux fraudes les plus éhontés, basées sur des [illegible] et sur le parjure. Les lois qu'il a passées sont injustes et les mesures qu'il a prises sont impudentes, [illegible] et déshonorantes. Il a [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible] et [illegible]